

1.6

Accusé de réception de la préfecture : 059-225900018-20231218-321992-DE-1-1

Date de réception en préfecture le 21 décembre 2023

Publié le 22 décembre 2023

Suite à la convocation en date du 4 décembre 2023
LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunie à Lille le 18 DÉCEMBRE 2023

Sous la présidence de Christian POIRET, Président du Conseil Départemental

Nombre de membres en exercices : 82

Etaient présents : Martine ARLABOSSE, Barbara BAILLEUL, Charles BEAUCHAMP, Doriane BECUE, Valentin BELLEVAL, Pierre-Michel BERNARD, Stéphanie BOCQUET, Anne-Sophie BOISSEAUX, Frédéric BRICOUT, François-Xavier CADART, Benjamin CAILLIERET, Olivier CAREMELLE, Yannick CAREMELLE, Loïc CATHELAIN, Régis CAUCHE, Marie CHAMPAULT, Isabelle CHOAIN, Paul CHRISTOPHE, Sylvie CLERC, Barbara COEVOET, Valérie CONSEIL, Christine DECODTS, Sylvie DELRUE, Claudine DEROEUX, Jean-Luc DETAVERNIER, Stéphane DIEUSAERT, Jean-Claude DULIEU, Monique EVRARD, Marie-Laurence FAUCHILLE, Julien GOKEL, Michelle GREAUME, Maël GUIZIOU, Jacques HOUSSIN, Simon JAMELIN, Sylvie LABADENS, Nicolas LEBLANC, Michel LEFEBVRE, Sébastien LEPRETRE, Valérie LETARD, Maryline LUCAS, Didier MANIER, Françoise MARTIN, Elisabeth MASSE, Anne MIKOLAJCZAK, Luc MONNET, Charlotte PARMENTIER-LECOCQ, Laurent PERIN, Max-André PICK, Michel PLOUY, Christian POIRET, Marie-Hélène QUATREBOEUF, Eric RENAUD, Caroline SANCHEZ, Marie SANDRA, Céline SCAVENNEC, Frédérique SEELS, Marie TONNERRE-DESMET, Patrick VALOIS, Aude VAN CAUWENBERGE, Philippe WAYMEL, Isabelle ZAWIEJA-DENIZON, Karima ZOUGGAGH.

Absent(e)(s) représenté(e)(s) : Salim ACHIBA donne pouvoir à Doriane BECUE, Grégory BARTHOLOMEUS donne pouvoir à Julien GOKEL, Marie CIETERS donne pouvoir à Martine ARLABOSSE, Laurent DEGALLAIX donne pouvoir à François-Xavier CADART, Béatrice DESCAMPS-MARQUILLY donne pouvoir à Valérie LETARD, Carole DEVOS donne pouvoir à Marie-Hélène QUATREBOEUF, Soraya FAHEM donne pouvoir à Benjamin CAILLIERET, Isabelle FERNANDEZ donne pouvoir à Françoise MARTIN, Vincent LEDOUX donne pouvoir à Marie TONNERRE-DESMET, Bertrand RINGOT donne pouvoir à Didier MANIER, Marie-Paule ROUSSELLE donne pouvoir à Monique EVRARD, Sébastien SEGUIN donne pouvoir à Valentin BELLEVAL, Nicolas SIEGLER donne pouvoir à Sylvie LABADENS, Jean-Noël VERFAILLIE donne pouvoir à Paul CHRISTOPHE.

Absent(e)(s) excusé(e)(s) : Josyane BRIDOUX.

Absent(e)(s) : Bernard BAUDOUX, Frédéric DELANNOY, Agnès DENYS, Mickaël HIRAUX, Anne VANPEENE.

OBJET : Acquisition de parcelles à Hautmont et La Longueville.

Vu le rapport DI/2023/401

Vu l'avis en date du 11 décembre 2023 de la Commission Finances, ressources humaines, administration générale, contrôle de gestion, qualité du service public

DECIDE à l'unanimité:

Concernant le Chapitre III- Acquisitions routières et/ou indemnisations des occupants (Annexe III)

- d'autoriser l'acquisition à l'amiable, d'une parcelle sur la commune d'Hautmont auprès des propriétaires, nécessaires aux projets routiers telle que reprise dans le tableau ci-joint en annexe III/a ;
- d'autoriser l'indemnisation des propriétaires et le versement de toute autre indemnisation légale ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes nécessaires à cette acquisition ainsi que ceux qui en seront la suite et la conséquence ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur l'opération 21003 OP 009 du budget départemental 2023 (annexe III/a).

DECIDE à la majorité :

- d'autoriser l'acquisition à l'amiable, de deux parcelles sur la commune de La Longueville auprès des propriétaires, nécessaires aux projets routiers telles que reprises dans le tableau ci-joint en annexe III/b ;
- d'autoriser l'indemnisation des propriétaires et le versement de toute autre indemnisation légale ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes nécessaires à ces acquisitions ainsi que ceux qui en seront la suite et la conséquence ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur l'opération 21001 OP 003 du budget départemental 2023 (annexe III/b).

Le quorum a été vérifié à l'appel de l'affaire à 17 h 47.

Pour la présente délibération, en raison de la prévention des conflits d'intérêts, il est tenu compte du fait que Monsieur VALOIS est membre du conseil d'administration de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural Hauts-de-France (SAFER) et que Monsieur BRICOUT est membre du comité technique du Département du Nord pour les territoires de Cambrai, Avesnes et Valenciennes de la SAFER. En raison de ces fonctions, ils ne peuvent ni prendre part au délibéré et au vote ni être comptés dans le quorum. Ils n'assistent pas à cette partie de la réunion.

Monsieur SIEGLER (membre du comité technique du Département du Nord pour les territoires de Cambrai, Avesnes et Valenciennes de la SAFER) avait donné pouvoir à Madame LABADENS. Il ne peut prendre part au délibéré et au vote même par procuration. Il n'est donc pas tenu compte de ce pouvoir pour cette affaire.

59 Conseillers départementaux étaient donc présents en séance. Ils étaient porteurs de 13 pouvoirs.

Ils ont été rejoints pendant la discussion par Madame DEROEUX.

1.6

Madame LETARD (porteuse du pouvoir de Madame DESCAMPS-MARQUILLY), présente à l'appel de l'affaire, avait quitté définitivement la séance préalablement au vote sans donner de procuration. Elle est donc comptée absente sans procuration pour ce vote et il n'est pas tenu compte du pouvoir de Madame DESCAMPS-MARQUILLY pour cette affaire.

Monsieur PLOUY, présent à l'appel de l'affaire, avait quitté momentanément la salle préalablement au vote.

Vote intervenu à 17 h 48.

Au moment du vote, 58 Conseillers départementaux étaient présents.

Nombre de procurations : 12

Absents sans procuration : 10

N'ont pas pris part au vote : 2 (en raison de la prévention des conflits d'intérêts)

Ont pris part au vote : 70 (y compris les votants par procuration)

Résultat du vote :

Concernant l'acquisition d'une parcelle sur la commune d'Haumont:

Abstention : 0

Total des suffrages exprimés : 70

Majorité des suffrages exprimés : 36

Pour : 70 (Groupe Union Pour le Nord ; Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain : pour l'Humain d'Abord ! ; Groupe Ecologiste Europe Ecologie Les Verts Génération.s. Mesdames BAILLEUL, DECODTS et DEROEUX, ainsi que Monsieur RENAUD, non-inscrits)

Contre : 0

1.6

Concernant l'acquisition de deux parcelles sur la commune de La Longueville :

Abstention : 0

Total des suffrages exprimés : 70

Majorité des suffrages exprimés : 36

Pour : 64 (Groupe Union Pour le Nord ; Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain : pour l'Humain d'Abord ! ; Mesdames BAILLEUL, DECODTS et DEROEUX, ainsi que Monsieur RENAUD, non-inscrits)

Contre : 6 (Groupe Ecologiste Europe Ecologie Les Verts Génération.s)

Signé électroniquement



Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,
La Responsable du Service assemblées et contrôle
de la légalité
Direction des Affaires Juridiques et de l'Achat
Public

Vanessa VUJCIC

ANNEXE III/a - ACQUISITION ROUTIERE ET/OU INDEMNISATIONS DES OCCUPANTS

Commune Références cadastrales Vendeurs	Opération	Nature actuelle de la parcelle Estimation domaniale Observations	Proposition (hors frais)	Imputation budgétaire	Décision de la Commission permanente
<p>HAUTMONT</p> <p>Section BT n° 65 Pour 256 m²</p> <p><u>Exploitant</u> : SCEA de l'Hermitage 20 route nationale 59330 BEAUFORT</p>	<p>Dans le cadre de la Trajectoire 2016-2020 VOIRIE, projet d'aménagement du carrefour des RD 959 et RD 121 entre Hautmont et Saint-Rémy-du-Nord</p> <p>Canton d'Avesnes-sur- Helpe</p> <p>RD 959 et RD 121</p>	<p>Parcelle occupée en nature de labour en zone A au PLUi</p> <p><u>Estimation du Domaine</u> : En application des articles L1311-9 et L1311-10 du CGCT et de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016, le seuil applicable pour la consultation de la direction de l'immobilier de l'Etat a été fixé à 180 000 € pour des acquisitions amiables</p> <p><u>Propriétaire</u> : Indemnité : 1 000 €</p> <p><u>Exploitant</u> : Indemnité d'éviction : 1,1734 €le m² soit 300,39 €</p>	<p><u>Propriétaire</u> : Indemnité : 1 000 €</p> <p>Frais estimés à 12 €</p> <p><u>Exploitant</u> : Indemnité d'éviction : 300,39 €</p>	<p><u>Opération</u> : 21003OP009</p> <p><u>Enveloppe</u> : 21003 E16</p>	<p><u>Propriétaire</u> : Indemnité : 1 000 €</p> <p>Frais estimés à 12 €</p> <p><u>Exploitant</u> : Indemnité d'éviction 300,39 €</p>

ANNEXE III/b - ACQUISITION ROUTIERE ET/OU INDEMNISATIONS DES OCCUPANTS

Commune Références cadastrales Vendeurs	Opération	Nature actuelle de la parcelle Estimation domaniale Observations	Proposition (hors frais)	Imputation budgétaire	Décision de la Commission permanente
<p>LA LONGUEVILLE</p> <p>Section B n°2990 Pour 1 638 m²</p> <p>Section B n°2992 Pour 21 067 m²</p>	<p>Contournement Nord de Maubeuge</p> <p>Canton d'Aulnoye- Aymeries</p>	<p>Parcelle en nature de pâture en zone N au PLUi</p> <p><u>Estimation du Domaine :</u> En application des articles L1311-9 et L1311-10 du CGCT et de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016, le seuil applicable pour la consultation de la direction de l'immobilier de l'Etat a été fixé à 180 000 €pour des acquisitions amiables</p> <p><u>Observations :</u> Parcelles attribuées au Département par la SAFER après appel à candidature à la rétrocession du 21 janvier 2022 auquel le Département a répondu favorablement pour affecter ces biens au projet du contournement de Maubeuge.</p> <p>Ces parcelles sont acquises dans le cadre de la convention cadre de constitutions de réserves signée le 24 avril 2014 entre le Département et la SAFER HAUTS-DE- FRANCE dont le renouvellement a été autorisé par délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du 7 octobre 2019 jusqu'au 6 octobre 2024.</p> <p>Une convention opérationnelle issue de cette convention cadre a été établie pour le projet départemental du Contournement Nord de</p>	<p>Indemnité d'acquisition : 33 600 €hors frais</p> <p>Frais estimés : 42 €</p>	<p><u>Opération :</u> 21001OP003</p> <p><u>Enveloppe</u> 21001 E11</p>	<p>Indemnité d'acquisition : 33 600 €hors frais</p> <p>Frais estimés : 42 €</p>

<p><u>Propriétaire :</u> SAFER HAUTS-DE- FRANCE 10 rue de l'Île Mystérieuse 80440 BOVES</p>		<p>Maubeuge et signée par le Département et la SAFER le 10 mars 2017 amendée par avenants des 12 novembre 2020 et 11 janvier 2023 pour sa prorogation jusqu'au 10 mars 2026.</p> <p>La gestion des terrains rétrocédés libres d'occupation au Département par la SAFER sera confiée temporairement à la SAFER dans le cadre d'une convention de mise à disposition.</p>			
--	--	---	--	--	--

COMMISSION PERMANENTE
Réunion du 18 décembre 2023

OBJET : Ventes de parcelles non bâties à Bruay-sur-l'Escaut, Roost-Warendin et Hautmont, Servitude ENEDIS à Solre-le-Château et acquisition de parcelles à Hautmont et La Longueville.

I- Ventes de parcelles non bâties (Annexe I)

➤ **I/a, Vente de 2 parcelles non bâties affectées aux Espaces Naturels du Nord, à la Société Civile Immobilière DJ IMMO sur la commune de Bruay-sur-l'Escaut**

La parcelle AB 172 a été acquise dans le cadre des Espaces Naturels Sensibles par acte du 27 juillet 2000 avec un ensemble de parcelles au prix de 2 277,44 € pour 14 939 m² soit environ 0,15 € le m². La parcelle AB 451 a également été acquise dans le cadre de la politique des Espaces Naturels Sensibles par acte du 16 janvier 1997 avec un ensemble de parcelles au prix de 94 823,29 € pour 371 880 m² soit 0,25 € le m².

La parcelle AB 172 pour partie avait fait l'objet d'une délibération de vente en date du 19 novembre 2018 (n° DAI/2018/372) au profit de Monsieur XXXXXXXXXX au prix de 700 € pour 200 m² soit 3,50 €/m², ce dernier ayant acquis la parcelle contigüe en vue de la construction de sa maison d'habitation. A l'occasion de la constatation d'une erreur de découpage cadastral lors du bornage de la parcelle AB 172, Monsieur XXXXXXXXXX a souhaité acquérir également une partie de la parcelle AB 451 mais a renoncé à ces acquisitions par courrier du 28 septembre 2022.

Les acquéreurs, qui ont constitué la SCI DJ IMMO, sont les nouveaux propriétaires riverains à l'occasion de la construction de leur maison d'habitation. La délimitation des terrains est à la charge du Département au regard de l'erreur de découpage cadastral constatée initialement, de même que le nettoyage du terrain. L'acte de vente correspondant sera rédigé en la forme administrative.

La vente des deux parcelles (AB 172 pour partie pour environ 237 m² et AB 451 pour partie pour environ 61 m², soit un total d'environ 298 m²) est proposée au prix de 1 043 € soit 3,50 € le m² hors frais conformément à l'estimation des domaines.

La recette sera encaissée sur l'opération 23005 OP 003.

➤ **I/b, Vente de 2 parcelles affectées aux Espaces Naturels du Nord à la commune de Roost-Warendin**

Les 2 parcelles C 1175 (742 m²) et C 1821 (972 m²) ont été acquises à l'amiable aux Charbonnages de France dans le cadre de la politique départementale en matière d'Espaces Naturels Sensibles par acte du 12 août 2005 au prix de 83 000 €.

Ces parcelles libres d'occupation en nature de terrils font partie du site des terrils de l'Escarpelle et des Pâturelles géré en partie par la Commune de Roost-Warendin par convention de délégation de gestion.

Le Département, au regard de sa nouvelle politique en matière de préservation écologique des Espaces Naturels Sensibles, cède les 2 parcelles à la Commune de Roost-Warendin tout en initiant un nouveau partenariat de gestion entre le Conservatoire d'Espaces naturels Hauts-de-France et la Commune.

La commune acquiert en connaissance des différentes servitudes précisées dans l'acte d'acquisition : présence d'une station de pompage appartenant au Charbonnages de France, zone EBC, présence d'un transformateur EDF, servitude d'accès à la station de pompage du site des Pâturelles, présence d'une conduite de refoulement, non utilisation et commercialisation des matériaux en place, qui seront reprises dans l'acte qui sera rédigé en la forme administrative.

La vente des parcelles C 1175 pour environ 742 m² Parcelle C 1821 pour environ 979 m² soit environ 1 721 m² est proposée au montant de 1 € au regard de la nouvelle stratégie départementale en faveur des Espaces Naturels du Nord.

La recette sera encaissée sur l'opération 23005 OP 003.

➤ **I/c, Vente d'une parcelle CB 74 affectée à la Voirie à Monsieur AAAAAAAAAA sur la commune d'Hautmont**

Le Département est propriétaire, à Hautmont, par acquisition antérieure à 1956, d'une parcelle de 94 m² initialement cadastrée AI 65 et recadrée CB 74 par procès-verbal de remaniement du 26 octobre 1996. Cette parcelle constituait un surplus foncier dégagé lors de l'aménagement du Passage Supérieur SNCF supportant la RD 65.

La commune ayant confirmé que son projet de réserve foncière dans le périmètre de la gare n'est plus d'actualité, le Département a décidé de procéder à la cession de ce terrain au profit de Monsieur AAAAAAAA, propriétaire riverain, après déplacement du mât d'éclairage sur le domaine public par les services de l'Agglomération Maubeuge - Val de Sambre en avril 2023.

La vente à Monsieur AAAAAAAA est proposée au prix de 765 € pour 94 m² soit 9 €/m² hors frais conformément à l'estimation des domaines.

La recette sera encaissée sur l'opération 33003 OP 002.

II- Convention de servitude au bénéfice de la société ENEDIS à Solre-le-Château (Annexe II)

La société ENEDIS, par courrier du 17 avril 2023, a sollicité, dans le cadre de l'amélioration du réseau de distribution électrique, auprès du Département, une servitude tréfoncière en vue de permettre l'enfouissement d'une ligne HTAS 20 KV avec ses accessoires sur une longueur de 215 m, étant précisé qu'en raison de la configuration des lieux, il devra être procédé à un enfouissement par forage dirigé, sur une profondeur maximale de 3 m. La parcelle B 980 concernée par cette servitude, d'une contenance de 11 577 m², est issue de l'ancienne voie ferrée d'intérêt local DAMOUSIES-TRELON, acquise par le Département au titre des Espaces Naturels Sensibles par acte du 16 septembre 1982. Ce terrain est compris dans l'emprise de la Voie Verte de l'Avesnois, entre la route de Maubeuge et l'avenue du Général de Gaulle.

Les travaux concernant également le domaine public routier départemental (RD 27-RD 962 / PR 15 + 0626 au PR 15 + 858 / Pose d'un poste type PRCS + câblage), il a été demandé par le concessionnaire et délivré le 24 avril 2023 par le service gestionnaire la permission de voirie n° 2023-572-001.

Par courrier du 24 août 2023, le Département a accueilli favorablement la demande sous réserve de prise en charge par ENEDIS de la responsabilité ainsi que la totalité des frais inhérents au chantier, à la sécurité des biens et des personnes, y compris la remise en état de la parcelle si nécessaire, la gestion et la maintenance des installations et de la réalisation des travaux sur le domaine public conformément à la permission de voirie évoquée ci-dessus.

La proposition de servitude de l'emprise suivante est proposée à la commission moyennant une indemnité forfaitaire et unique de 269 €.

Les frais de publication sont à la charge du bénéficiaire La rédaction de l'acte sera assurée par le Département, le preneur prenant à sa charge les frais de publicité foncière.

La recette sera imputée sur l'opération 23005 OP 003.

III- Acquisitions routières et/ou indemnisations des occupants (Annexe III)

➤ III/a, Acquisition d'une parcelle de 256 m² sur la commune d'Hautmont

Acquisition de la parcelle section BT n° 65 à Hautmont d'une superficie de 256 m² pour l'aménagement et la mise en sécurité du carrefour à l'intersection des RD n°s 959 et 121 fortement accidentogène dans le cadre de la Trajectoire 2016-2020 VOIRIE. Les travaux sont engagés depuis la mi-août 2023.

L'acquisition amiable de la parcelle auprès de l'indivision BBBB, est proposée au prix de 1 000 €.

Cette parcelle en nature de labour est exploitée par la SCEA de l'HERMITAGE dont le siège social est à Beaufort (59). L'exploitant a accepté le montant de l'indemnité d'éviction proposé soit 300,39 €.

La dépense sera imputée sur l'opération 21003 OP 009.

➤ III/b, Acquisition de deux parcelles respectivement de 1 638 m² et 21 067 m² sur la commune de La Longueville

Acquisition des parcelles section B n°s 2990 et 2992 à La Longueville de superficies respectives de 1 638 m² et 21 067 m² dans le cadre :

- de la convention cadre de constitutions de réserves foncières renouvelée pour 5 années avec la SAFER Hauts-de-France le 7 octobre 2019 et approuvée le même jour par délibération de la Commission permanente du Conseil départemental (n° DV/2019/322),
- de la convention opérationnelle de constitutions de réserves foncières pour la réalisation du contournement nord de Maubeuge signée le 10 mars 2017, renouvelée pour 3 années par avenants des 12 novembre 2020 et 11 janvier 2023.

Les réserves foncières, constituées par des acquisitions de la SAFER, et rétrocédées au Département après appel à candidature sont destinées à faciliter les opérations d'aménagement foncier, à compléter la restructuration des exploitations agricoles et à mettre à disposition du Département des terrains nécessaires aux projets départementaux.

L'acquisition de ces deux parcelles, libres d'occupation, définies selon l'extrait du plan cadastral, auprès de la SAFER, est proposée au prix de 33 600 € hors frais.

Dès la régularisation de l'acte de vente sous forme administrative, les biens feront l'objet d'une convention de mise à disposition avec la SAFER pour une durée de 6 ans renouvelable dans l'attente du projet du contournement nord de Maubeuge.

La dépense sera imputée sur l'opération 21001 OP 003.

Il est proposé à la Commission permanente :

Concernant le Chapitre I- Ventes de parcelles non bâties (Annexe I)

- d'annuler la décision prise par la Commission permanente lors de sa réunion du 19 novembre 2018 relative à la vente de parcelles non bâties à Bruay-sur-l'Escaut pour une surface totale de 237 m² au

profit de Monsieur XXXXXXXXXXX pour un montant de 700 € soit 3,50 €/mois hors frais (Cf. tableau I/a) ;

- de constater l'appartenance au domaine privé départemental de délaissés de voirie routière qui n'ont jamais été utilisés pour la circulation annexe I (Cf. tableau I/c) ;
- de constater l'appartenance au domaine privé départemental des parcelles acquises pour les Espaces Naturels Sensibles et qui n'ont pas été utilisées dans le cadre prévu par leur acquisition, reprises en annexe I (Cf. tableaux I/a et I/b) ;
- d'approuver la vente des parcelles non bâties aux conditions reprises en annexe I au profit des acquéreurs mentionnés, de leurs ayants droits ou ascendants ou des sociétés civiles ou anonymes ou commerciales ou des entreprises auxquelles ils appartiennent ou qu'ils choisiront de constituer en vue de l'acquisition, les ventes pouvant également être directement consenties aux anciens propriétaires, en cas d'exercice de leur droit de priorité, aux titulaires d'un droit de préemption et aux collectivités territoriales, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique et d'autoriser l'établissement de servitudes ;
- d'autoriser la signature des avant-contrats, actes et documents correspondants, repris en annexe II, tableau II, au profit des acquéreurs mentionnés, de leurs ayants droits ou ascendants ou des sociétés dès lors que la surface vendue après arpentage n'est pas supérieure de plus de 10 % à celle prévue au rapport ;
- d'encaisser les recettes sur les opérations 33003 OP 002 (Cf. tableau I/c) et 23005 OP 003 (Cf. tableaux I/a et I/b) du budget départemental 2023.

Concernant le Chapitre II- Convention de servitude (Annexe II)

- d'autoriser l'établissement de la convention de servitude au profit de la société ENEDIS aux conditions reprises en annexe II (tableau II) ;
- d'autoriser la signature des avant-contrats, actes et tous documents correspondants, repris en annexe II (Cf. tableau II) dès lors que la surface de la servitude après arpentage n'est pas supérieure de plus de 10 % à celle prévue au rapport ;
- d'encaisser la recette sur l'opération 23005 OP 003 (Cf. annexe II, tableau II).

Concernant le Chapitre III- Acquisitions routières et/ou indemnisations des occupants (Annexe III)

- d'autoriser l'acquisition à l'amiable, auprès des propriétaires, des parcelles nécessaires aux projets routiers telles que reprises dans les tableaux annexés au présent rapport en annexe III (Cf. tableaux III/a et III/b) ;
- d'autoriser l'indemnisation des propriétaires et le versement de toute autre indemnisation légale ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les actes nécessaires à ces acquisitions ainsi que ceux qui en seront la suite et la conséquence ;
- d'imputer les dépenses correspondantes sur les opérations 21003 OP 009 et 21001 OP 003 du budget départemental 2023 en annexe III (Cf. tableaux III/a et III/b).

CODE GRAND ANGLE		ENGAGEMENTS		
OPERATION	ENVELOPPE	AUTORISES	DEJA CONTRACTES	PROPOSES DANS LE RAPPORT
23005OP003	23005E18			1 044 €
33003OP002	33003E18			765 €
23005OP003	23005E17			269 €
21003OP009	21003E16	25 000 000 €	5 721 374,10 €	1 312,39 €
21001OP003	21001E11	123 000 000 €	5 347 615,64 €	33 642 €

Nicolas LEBLANC
Conseiller Départemental délégué au Patrimoine